

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2019-2020

11 JUIN 2020

Proposition de résolution relative à une étude scientifique sur le passé colonial de la Belgique

(Déposée par Mme Sabine de Bethune et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition reprend, moyennant quelques modifications, la proposition de résolution relative à une étude scientifique sur le passé colonial de la Belgique, déposée au Sénat le 27 mars 2019 (doc. Sénat, n° 6-510/1).

Le décès tragique de l'Afro-américain George Floyd à la suite de violences policières dans la ville de Minneapolis a suscité, dans le monde entier, une immense vague de protestation, non seulement contre l'intervention brutale de la police mais aussi et surtout contre le racisme profondément enraciné dans la société. Ces protestations sous le slogan «*Black lives matter*» ont également provoqué un élan de solidarité en Belgique. L'importante communauté africaine de notre pays a elle aussi été bouleversée par l'événement qui a à nouveau mis en évidence le racisme latent qui subsiste dans notre société. Les réactions ne sauraient toutefois se limiter à des paroles. Il s'impose que les différents niveaux de pouvoir élaborent un plan de lutte contre le racisme qui devrait contribuer à un changement de mentalité. Il est dès lors essentiel d'avoir une connaissance approfondie de notre passé afin de mieux comprendre le présent et d'éviter de commettre les mêmes erreurs à l'avenir.

«Je parle de millions d'hommes à qui on a inculqué savamment la peur, le complexe d'infériorité, le tremblement, l'agenouillement, le désespoir, le larbinisme [...] Je dis que de la colonisation à la civilisation, la distance est infinie: que, de toutes les expéditions coloniales accumulées, de tous les statuts coloniaux élaborés, de toutes les circulaires ministérielles expédiées, on ne

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2019-2020

11 JUNI 2020

Voorstel van resolutie betreffende een wetenschappelijk onderzoek naar het koloniaal verleden van België

(Ingediend door mevrouw Sabine de Bethune c.s.)

TOELICHTING

Dit voorstel herneemt, met enkele wijzigingen, het voorstel van resolutie betreffende een wetenschappelijk onderzoek naar het koloniaal verleden van België dat op 27 maart 2019 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 6-510/1).

Het dramatische overlijden van de Afro-Amerikaan George Floyd als gevolg van het gewelddadig politieoptreden in de stad Minneapolis heeft tot een wereldwijde golf van protest geleid, niet alleen tegen het brutale politieoptreden maar ook en vooral tegen het diepgewortelde racisme in de samenleving. Deze «*Black lives matter*» protesten hebben ook in België een solidariteitsgolf op gang gebracht. De grote Afrikaanse gemeenschap in ons land voelde zich eveneens geraakt door het gebeuren, vaak omwille van het sluipend racisme dat in onze samenleving nog steeds aanwezig is. De reacties mogen echter niet beperkt blijven tot woorden. Ook op de verschillende beleidsniveaus is er nood aan een anti-racismeplan dat moet bijdragen tot een mentaliteitsverandering. Daarom is een grondige kennis van het verleden belangrijk om de toestand in het heden beter te begrijpen én te voorkomen dat we in de toekomst dezelfde fouten maken.

«Je parle de millions d'hommes à qui on a inculqué savamment la peur, le complexe d'infériorité, le tremblement, l'agenouillement, le désespoir, le larbinisme [...] Je dis que de la colonisation à la civilisation, la distance est infinie: que, de toutes les expéditions coloniales accumulées, de tous les statuts coloniaux élaborés, de toutes les circulaires ministérielles expédiées, on

saurait réussir une seule valeur humaine.» Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme*, pamphlet publié en 1951.

Il est temps que la Belgique se réconcilie avec son passé colonial et reconnaisse ses erreurs et sa responsabilité historiques au cours de cette période. La Belgique doit présenter des excuses. Notre pays doit faire ce travail avec sérieux en s'appuyant sur une étude historique approfondie. Il faut faire la clarté sur l'incidence structurelle de l'État belge et des autorités belges, tant à l'égard de l'État libre du Congo qu'à l'égard du passé colonial belge. Il est de notre devoir de bien comprendre ce chapitre de notre histoire afin d'identifier clairement les fautes et les crimes et d'établir le rôle des différents acteurs (politiques, publics, économiques, culturels ou religieux). Ce n'est qu'en étudiant de manière approfondie le contexte historique que nous pourrions dégager une ligne cohérente qui pourra servir de base à une démarche d'excuses.

Enfin, il est de notre devoir moral d'entretenir la mémoire et de la perpétuer. Nous devons également rendre hommage aux victimes. Ces étapes sont nécessaires non seulement pour faire droit aux victimes, mais aussi pour faire évoluer les mentalités et extirper les racines du racisme. C'est la seule manière de garantir une véritable égalité des chances, aujourd'hui et dans le futur, aux personnes d'origine africaine présentes dans notre pays. Enfin, cette reconnaissance est une étape indispensable pour parvenir à un véritable dialogue et une vraie réconciliation avec nos anciennes colonies.

L'appel du panel des Nations unies du 11 février 2019, faisant suite aux premières conclusions provisoires formulées au terme d'une visite en Belgique, est une incitation à l'action en vue de concrétiser le processus. Selon une délégation d'experts des droits de l'homme des Nations unies, «la Belgique doit reconnaître la vraie portée de la violence et de l'injustice de son passé colonial et présenter des excuses pour ce passé colonial. C'est important pour combattre les causes du racisme auquel les personnes d'origine africaine sont confrontées aujourd'hui.» (traduction).

Le groupe de travail, qui a séjourné dans notre pays du 4 au 11 février 2019, s'est rendu à Bruxelles, Anvers, Liège, Namur et Charleroi pour étudier le racisme, la discrimination raciale, l'afrophobie, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, à l'égard des personnes d'ascendance africaine en Belgique.

????

ne saurait réussir une seule valeur humaine.» Aimé Césaire, Discours sur le colonialisme, pamphlet gepubliceerd in 1951.

Het is tijd dat België in het reine komt met zijn koloniaal verleden en zijn historische fouten en verantwoordelijkheid voor deze periode erkent. België moet excuses aanbieden. Ons land moet dit grondig aanpakken op basis van een diepgaand historisch onderzoek. Er moet duidelijkheid komen over de structurele impact van de Belgische Staat en de Belgische autoriteiten, zowel ten aanzien van Congo Vrijstaat, als ten aanzien van het Belgische koloniale verleden. Het is onze plicht om dit hoofdstuk van onze geschiedenis te doorgronden, de fouten en de misdaden duidelijk te beschrijven, en de rol van de verschillende actoren (politiek, publiek, economisch, cultureel of religieus) te onderscheiden. De historische context moeten we doorgronden. Slechts op die basis kunnen we een coherente lijn schrijven, die als basis zal dienen voor excuses.

Ten slotte is het onze morele plicht om de herinnering levendig te houden en te herdenken. Ook de slachtoffers moeten we eren. Deze stappen zijn noodzakelijk om de slachtoffers recht te doen maar ook om de mentaliteit te doen evolueren en de wortels van het racisme weg te nemen. Enkel zo zullen mensen van Afrikaanse herkomst in ons land vandaag en in de toekomst volop gelijke kansen hebben. Ten slotte is deze erkenning een noodzakelijke stap om tot een echte dialoog en verzoening te komen met onze ex-kolonies.

De oproep van het VN-panel van 11 februari 2019 naar aanleiding van de eerste voorlopige conclusies als gevolg van een bezoek aan België is een *wake-up call* om dit proces te concretiseren. «België moet de ware toedracht erkennen van het geweld en de onrechtvaardigheid van haar koloniaal verleden, en verontschuldigen aanbieden voor het koloniaal verleden. Dit is belangrijk om de oorzaken aan te pakken van het racisme waarmee mensen van Afrikaanse herkomst vandaag worden geconfronteerd» aldus een delegatie van VN-mensenrechtenexperten.

De werkgroep, die van 4 tot 11 februari 2019 in ons land verbleef, reisde naar Brussel, Antwerpen, Luik, Namen en Charleroi om onderzoek te doen naar racisme, raciale discriminatie, afrofobie, xenofobie, en hiermee verwante intolerantie ten aanzien van mensen van Afrikaanse herkomst in België.

Ce groupe de travail a présenté son rapport définitif du 14 août 2019 lors de la 42^e session du Conseil des droits de l'homme des Nations unies (9-27 septembre 2019). Une des recommandations formulées dans ce rapport est: «*Issue an apology for the atrocities committed during colonization. The Working Group recommends reparatory justice, with a view to closing what is a dark chapter in Belgian history and as a means of reconciliation and healing. The right to reparations for past atrocities is not subject to any statute of limitations.*»

L'histoire de l'époque coloniale belge est largement connue et certains chercheurs l'ont étudiée de manière approfondie.

Entre novembre 1884 et février 1885, l'État libre du Congo a été reconnu par plusieurs pays européens par le biais de traités bilatéraux. La Chambre des représentants et le Sénat de Belgique ont reconnu cet État en avril 1885. Le roi Léopold II reçut ainsi un énorme territoire en Afrique centrale qui serait lié à la Belgique uniquement par l'intermédiaire du monarque. Cette union «personnelle» exista de 1885 à 1908, année où Léopold II dut céder la colonie à la Belgique après les protestations internationales contre les atrocités qui s'y déroulaient.

La colonisation avait en effet pour objectif principal d'asservir le territoire sur le plan militaire, puis de l'exploiter économiquement au profit de la métropole. Ce double processus de soumission et d'exploitation a fait d'innombrables victimes. La population a chuté, ce qui peut s'expliquer par plusieurs facteurs: décès directs durant les conflits militaires, mise au travail forcé pour l'exploitation du caoutchouc et d'autres activités économiques, épuisement, maladies, flux de réfugiés, etc. Les exécutions, les mutilations, la faim, les viols, les déportations et le rapt d'enfants ont eu aussi une énorme incidence sociale et psychologique, entraînant une baisse de la natalité. On ne voulait pas mettre au monde des enfants qui subiraient le même sort que leurs parents.

Un régime de terreur s'est ainsi instauré dans un contexte de racisme et d'impunité institutionnalisée. Pour les historiens, la baisse sensible de la population est désormais un fait incontestable, même s'il est impossible de chiffrer avec exactitude le nombre de victimes vu l'absence de données démographiques en Afrique centrale à la fin du XIX^e siècle.

En 1908, le Congo devint une colonie belge et allait le rester jusqu'à l'indépendance, en 1960. Malgré l'amélioration de l'administration et la suppression du système de travail forcé, le paternalisme et l'exploitation

Deze werkgroep heeft haar definitief rapport van 14 augustus 2019 voorgesteld op de 42^e sessie van VN Mensenrechtterraad (9 – 27 september 2019). Eén van de aanbevelingen uit het rapport luidt: «*Issue an apology for the atrocities committed during colonization. The Working Group recommends reparatory justice, with a view to closing what is a dark chapter in Belgian history and as a means of reconciliation and healing. The right to reparations for past atrocities is not subject to any statute of limitations.*»

De geschiedenis van de Belgische koloniale tijd is grotendeels gekend en bepaalde onderzoekers hebben er grondig onderzoek aan gewijd.

Tussen november 1884 en februari 1885 werd de Onafhankelijke Congostaat erkend door verschillende Europese landen via bilaterale verdragen. De Belgische Kamer en Senaat erkenden de staat in april 1885. Koning Leopold II verkreeg hierdoor een enorm grondgebied in Centraal-Afrika dat enkel in de persoon van de koning met België verbonden was. De personele unie bleef bestaan van 1885 tot 1908, het jaar waarin Leopold II de kolonie moest afstaan aan België na internationaal protest tegen de gruweldaden die er zich afspeelden.

Het hoofddoel van de kolonisatie was immers een militaire onderwerping, gevolgd door een economische exploitatie ten voordele van de metropool. Onderwerping en uitbuiting leidden tot ontelbare slachtoffers. De enorme daling van de bevolking had verschillende oorzaken: directe doden tijdens militaire conflicten, gedwongen arbeid bij de rubberontginning en andere economische activiteiten, uitputting, ziekte, vluchtelingenstromen, enz. Executies, verminkingen, honger, verkrachtingen, deportaties en het afnemen van kinderen had ook een enorme sociale en psychologische impact, waardoor het geboortecijfer daalde. Ouders wilden niet dat hun kinderen zouden meemaken wat zij doorleefden.

Er was sprake van een schrikbewind binnen een kader van racisme en geïnstitutionaliseerde straffeloosheid. Historici twijfelen dan ook niet meer over de scherpe daling van de bevolking hoewel een exacte schatting van het aantal slachtoffers onmogelijk blijkt als gevolg van het ontbreken van demografische cijfers in Centraal-Afrika op het einde van de 19^e eeuw.

In 1908 werd Congo een Belgische kolonie tot de onafhankelijkheid in 1960. Hoewel het bestuur verbeterde en het stelsel van verplichte arbeid afgeschaft werd, bleef de bevoogding en de economische exploitatie voortduren.

économique allaient perdurer. Dans la colonie, la population était soumise à un statut d'infériorité sur les plans administratif et juridique. L'ordre colonial reposait sur une «hiérarchie raciale». On peut donc parler d'un racisme institutionnel.

Depuis l'indépendance du Congo en 1960, il n'y a jamais eu un début de reconnaissance publique ou politique de l'exploitation au cours de la période d'existence de l'État libre du Congo (1885-1908) et du Congo belge (1908-1960).

Dans les décennies qui ont suivi l'indépendance du Congo belge en 1960, la Belgique a gardé le silence sur son passé colonial. Il y a eu peu d'études universitaires à ce sujet et le débat public a toujours été évité. Au cours des années 80, les premières voix critiques se sont fait entendre, mais ce n'est que lors du passage à l'an 2000 que les accusations sur le rôle controversé de notre pays dans ses colonies sont venues aux oreilles du public. Le régime du roi Léopold II et l'assassinat de Patrice Lumumba sont les seuls thèmes (post)coloniaux à avoir suscité une véritable émotion publique.

En 2002, le gouvernement Verhofstadt présenta des excuses pour la mort, le 17 janvier 1961, du premier ministre congolais de l'époque, Patrice Lumumba, le premier à avoir été élu démocratiquement; en effet, le gouvernement belge portait une responsabilité morale dans cet assassinat. En 2017, le Sénat et la Chambre des représentants votèrent une résolution, aux termes de laquelle des excuses et une réparation étaient demandées pour les enfants métis issus de la (dé)colonisation belge.

Fin 2018, le Musée Royal d'Afrique centrale rouvrait ses portes à Tervuren, après une rénovation en profondeur, axée notamment sur l'éclairage du passé colonial sous un angle moins eurocentriste.

Une étude est clairement nécessaire, non seulement pour retracer l'histoire du colonialisme sous le roi Léopold II et sous l'autorité centrale belge, mais aussi pour décrire la manière dont le passé colonial est perçu dans la société belge. Une étude scientifique approfondie doit dès lors permettre une objectivation et, dans la foulée, une reconnaissance des événements.

D'autres pays et anciennes puissances coloniales sont aussi aux prises avec leur passé colonial:

– le premier ministre canadien, Justin Trudeau, a

De bevolking in de kolonie werd administratief en juridisch onderworpen aan een minderwaardig statuut. De koloniale orde steunde op een zogenaamde «raciale hiërarchie». Men kan dus spreken van een institutioneel racisme.

Sinds de onafhankelijkheid van Congo in 1960, is er nooit een begin van publieke of politieke erkenning geweest van de uitbuiting in de periode van Congo Vrijstaat (1885-1908) en Belgisch Congo (1908-1960).

In de decennia na de onafhankelijkheid van Belgisch Congo in 1960 heerste er een stilte rond het koloniaal verleden in België. Er werd weinig academisch onderzoek verricht en het publieke debat werd vermeden. In de jaren 80 kwamen de eerste kritische stemmen op de voorgrond maar het is pas rond de eeuwwisseling dat de aanklachten over de omstreden rol in de Belgische kolonies het publiek bereikten. Het bewind van koning Leopold II en de moord op Patrice Lumumba zijn de enige (post-)koloniale thema's die voor een echte publieke beroering zorgden.

In 2002 bood de regering Verhofstadt excuses aan voor de dood van de eerste democratisch verkozen eerste minister van Congo, Patrice Lumumba op 17 januari 1961, omdat de Belgische overheid een morele verantwoordelijkheid droeg bij de moord. In 2017 stemden Senaat en Kamer van volksvertegenwoordigers een resolutie, waarbij verontschuldigen en herstel wordt gevraagd voor de metiskinderen uit de periode van de Belgische (de)kolonisatie.

Eind 2018 heropende het Koninklijk Museum voor Midden-Afrika in Tervuren, na een grondige vernieuwing die er onder andere op gericht is om het koloniale verleden vanuit een andere, minder eurocentrische hoek te belichten.

Het is duidelijk dat er nood is aan onderzoek dat niet alleen een historische weergave van het kolonialisme onder koning Leopold II en onder het centraal Belgische gezag weergeeft maar ook de manier waarop het koloniaal verleden in de Belgische samenleving wordt ervaren. Een grondig wetenschappelijk onderzoek maakt bijgevolg een objectivering mogelijk waarna erkenning van de gebeurtenissen kan plaatsvinden.

Ook andere landen en ex-koloniale mogendheden worstelen met hun koloniale verleden:

– de Canadese premier Justin Trudeau uitte in 2017

exprimé en 2017, au cours d'une allocution aux Nations unies, ses regrets quant au sort intolérable réservé aux Indiens et aux Inuits;

– en 2008, le premier ministre italien de l'époque, Silvio Berlusconi, a présenté, au nom de son pays, ses excuses à la Libye pour le colonialisme, et a annoncé un dédommagement de 5 milliards de dollars, payable par tranches de 200 millions d'euros sur une période de 25 ans, certes en échange de juteux contrats commerciaux pour l'exploitation de pétrole et de gaz, et d'autres activités;

– le 13 février 2008, le premier ministre australien de l'époque a présenté ses excuses aux Aborigènes;

– les Pays-Bas ont été contraints, par une décision de justice, de présenter leurs excuses pour un bain de sang dans un village de Java (Indonésie). Des excuses générales pour la période coloniale n'ont pas encore été formulées à ce jour;

– en 2016, la chancelière fédérale, Angela Merkel, a reconnu, au nom de l'Allemagne et sans toutefois formuler d'excuses, le génocide perpétré en Namibie, de 1904 à 1908, contre les Héréros et les Namas. Ce génocide a fait l'objet d'une étude scientifique approfondie et bien documentée;

– en 2012, le ministre britannique des Affaires étrangères de l'époque, William Hague, s'est excusé au nom du gouvernement britannique pour la répression brutale de la révolte des Mau Mau au Kenya. Les Mau Mau survivants ont bénéficié d'un montant total de 19,9 millions de livres à titre d'indemnisation, et un monument a été érigé à Nairobi en mémoire des victimes;

– le 23 juin 2017, la présidente chilienne, Michelle Bachelet, a présenté, au nom de l'État chilien, ses excuses pour «les fautes et les atrocités» commises contre les Indiens Mapuche.

La présente proposition de résolution concerne une matière qui relève à la fois des compétences de l'État fédéral et de celles des entités fédérées, ainsi qu'il ressort des recommandations du panel des Nations unies qui s'adressent à tous les niveaux de pouvoir de notre pays.

*
* *

tijdens een toespraak in de VN zijn spijt voor de wan-toestanden ten aanzien van de indianen en Inuit;

– in 2008 bood voormalig premier Silvio Berlusconi namens Italië zijn excuses aan Libië aan voor het kolonialisme, met een schadevergoeding van 5 miljard dollar die over een periode van 25 jaar in tranches van 200 miljoen euro worden betaald, weliswaar in ruil voor lucratieve handelscontracten in de olie- en gaswinning en andere activiteiten;

– op 13 februari 2008 bood de toenmalige Australische premier zijn verontschuldigen aan jegens de Aboriginals;

– Nederland werd na een gerechtelijke uitspraak gedwongen excuses aan te bieden voor een bloedbad in een dorp in Java (Indonesië). Algemene excuses voor de koloniale periode blijven tot op heden uit;

– Bondskanselier Angela Merkel erkende namens Duitsland in 2016 de genocide op de Herero en Nama in Namibië in 1904-1908, zonder evenwel excuses te formuleren. Deze genocide werd grondig gedocumenteerd door wetenschappelijk onderzoek;

– in 2012 excuseerde voormalig minister van Buitenlandse Zaken William Hague zich namens de Britse regering voor het brutale neerslaan van de opstand van de Mau Mau in Kenia. De nog levende Mau Mau kregen in totaal 19,9 miljoen pond schadevergoeding en in Nairobi werd een monument opgericht ter nagedachtenis aan de slachtoffers;

– op 23 juni 2017 bood de Chileense president Michelle Bachelet namens de Chileense staat haar excuses aan voor de «fouten en gruweldaden» die begaan zijn tegen de Mapuche indianen.

Deze resolutie behandelt een materie die zowel betrekking heeft op de bevoegdheden van het federale niveau als deze van de deelstaten betreft, zoals blijkt uit de aanbevelingen van het VN panel die gericht zijn op alle beleidsniveaus in ons land.

*
* *

PROPOSITION DE RÉOLUTION

Le Sénat,

A. constatant que la Belgique a été une puissance coloniale et que le Congo a été gouverné en 1885 en tant qu'État souverain par le roi Léopold II et est devenu, de 1908 à 1960, une colonie belge, et que les actuels Rwanda et Burundi ont été placés en 1919 sous mandat de la Société des Nations et ont été, de 1947 à 1962, administrés par la Belgique en tant que territoire sous tutelle des Nations unies;

B. tenant compte de la première déclaration, le 11 février, du Groupe de travail d'experts des Nations unies sur les personnes d'ascendance Africaine, concernant le passé colonial de la Belgique, et de son rapport définitif du 14 août 2019 présenté lors de la 42e session du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, en septembre 2019;

C. renvoyant aux articles 10 et 11 de la Constitution belge, qui consacrent le respect des droits de l'homme et l'interdiction de la discrimination raciale;

D. renvoyant à l'enquête ouverte par la commission d'enquête parlementaire en 2000-2001 en vue de déterminer les circonstances exactes de l'assassinat de Patrice Lumumba, la commission ayant notamment indiqué que «ni la population congolaise, ni les Belges n'ont exorcisé les démons du passé» et constaté ce qui suit: «Le champ d'investigation de la commission ne concernait qu'une partie limitée, fût-elle importante, de ce passé non «digéré». Nombre de griefs sur lesquels ni le monde académique ni le monde politique n'ont pu faire la lumière continuent de tourmenter les esprits»;

E. renvoyant à la résolution adoptée par le Sénat (doc. Sénat, n° 6-355), dénonçant, d'une part, la ségrégation ciblée dont les enfants métis ont été victimes, jusqu'en 1962 et à la suite de la décolonisation, sous l'administration coloniale belge au Congo et au Ruanda-Urundi et, d'autre part, la politique d'enlèvements et d'adoptions forcés qui s'en est suivie, et appelant le gouvernement fédéral et les entités fédérées à prendre des mesures de réparation;

F. considérant que la réouverture du Musée Royal d'Afrique centrale à Tervuren a de nouveau fait prendre conscience, comme c'était déjà le cas depuis le cinquantième anniversaire de l'indépendance du Congo, de la nécessité de mener une étude scientifique historique sur

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De Senaat,

A. vaststellende dat België een koloniale mogendheid is geweest en dat Congo in 1885 als soevereine staat door koning Leopold II werd geregeerd en in 1908 tot 1960 een kolonie van België werd, en dat het huidige Rwanda en Burundi in 1919 onder mandaat van de Volkenbond en sinds 1947 tot 1962 als trustgebied van de VN stond en door België werd bestuurd;

B. rekening houdende met de eerste verklaring van de *United Nations Working Group of Experts on People of African Descent* op 11 februari inzake het koloniaal verleden van België en met het definitief rapport van 14 augustus 2019 dat in september 2019 op de 42ste sessie van de VN Mensenrechtenraad werd voorgesteld;

C. verwijzende naar de artikelen 10 en 11 van de Belgische Grondwet waarin het respect voor de mensenrechten en het verbod op rassendiscriminatie verankerd werden;

D. verwijzende naar het onderzoek dat de parlementaire onderzoekscommissie in 2000-2001 heeft ingesteld met het oog op het vaststellen van de precieze omstandigheden waarin Patrice Lumumba werd vermoord waarbij de commissie o.a. stelde «dat er zowel bij de Congolese bevolking als bij de Belgen sprake is van een «onverwerkt verleden»» en het volgende constateerde: «Het onderzoeksdomein van de commissie betrof slechts een beperkt, weze het belangrijk, onderdeel van dit onverwerkt verleden. Tal van grieven waarover noch de academische wereld, noch de politieke wereld klaarheid brachten, blijven voortwoekeren»;

E. verwijzende naar de goedgekeurde Senaatsresolutie (stuk Senaat, nr. 6-355) over de gerichte segregatie waarvan de metiskinderen onder het Belgische koloniale bewind in Congo en Ruanda-Urundi tot 1962 en ingevolge de dekolonisatie het slachtoffer zijn geweest, en het beleid van gedwongen ontvoeringen en adopties dat daaruit is voortgevloeid, en waarin de federale regering en de deelstaten worden opgeroepen om stappen voor herstel te zetten;

F. overwegende dat de heropening van het Koninklijk Museum voor Midden-Afrika in Tervuren het besef, dat reeds opgang maakte sinds de 50-jarige onafhankelijkheid van Congo, opnieuw onder de aandacht heeft gebracht en het besef doet groeien dat er nood is aan

l'action belge dans les anciennes colonies, ainsi qu'un débat sur le rôle de la Belgique dans les colonies;

G. constatant la nécessité, pour la Belgique, de se joindre au mouvement international pour la réconciliation postcoloniale;

H. considérant que les générations futures ont droit à ce débat et qu'il est de notre devoir moral de maintenir le souvenir vivant et de nous le remémorer;

I. conscient de l'importance des liens, notamment par le biais de la migration, entre la Belgique et ses anciennes colonies, et du fait que les personnes d'ascendance africaine ont été très affectées par la discrimination et le racisme, comme en atteste l'étude «*Des citoyens aux racines africaines: un portrait des Belgo-Congolais, Belgo-Rwandais et Belgo-Burundais*», réalisée par la Fondation Roi Baudouin en 2017;

Demande aux gouvernements de ce pays:

1) de charger une équipe multidisciplinaire d'experts de réaliser une étude historique scientifique sur le passé colonial de 1885 à 1962, et de mettre, pour ce faire, les moyens budgétaires nécessaires à disposition. L'objectif de cette étude scientifique est de parvenir, au bout d'une année, à une connaissance détaillée des graves violations dont les droits de la population concernée ont fait l'objet, ainsi que du contexte de ces violations. L'étude doit permettre de déterminer l'attitude et les responsabilités de tous les acteurs concernés, y compris les différentes autorités et administrations belges;

2) de veiller à ce que l'équipe multidisciplinaire d'experts fasse rapport au Sénat, après six mois, sur l'avancement des travaux;

3) de tout mettre en œuvre pour mieux rendre accessibles les archives pertinentes, y compris les archives privées, non seulement pour l'étude scientifique précitée, mais aussi pour d'autres chercheurs scientifiques et personnes intéressées;

4) de mener au Sénat, après la publication de l'étude historique scientifique, le débat sur l'établissement des responsabilités exactes des autorités et des administrations belges et, sur cette base, de reconnaître de manière appropriée la responsabilité de l'État belge et de présenter des excuses;

een historisch wetenschappelijk onderzoek over het Belgische optreden in de oud-kolonies en er ook nood is aan een debat over de rol van België in de kolonies;

G. vaststellende dat het noodzakelijk is dat België zich aansluit bij de internationale beweging naar postkoloniale verzoening;

H. overwegende dat toekomstige generaties recht hebben op dat debat en het onze morele plicht is om de herinnering levendig te houden en te herdenken;

I. zich bewust van het belang van de banden, niet in het minst via migratie, tussen België en zijn vroegere kolonies, en van het feit dat mensen van Afrikaanse afkomst zeer sterk getroffen worden door discriminatie en racisme zoals blijkt uit de studie «*Burgers met Afrikaanse roots: een portret van Congolese, Rwandese en Burundese Belgen*» van de Koning Boudewijnstichting van 2017;

Vraagt de regeringen van dit land om:

1) aan een multidisciplinair team van experts een historisch wetenschappelijk onderzoek toe te vertrouwen met betrekking tot het koloniale verleden van 1885 tot 1962, en daartoe de nodige budgettaire middelen ter beschikking te stellen. Bedoeling van dit wetenschappelijk onderzoek is om op gedetailleerde wijze, na één jaar, kennis te krijgen van de feiten van grove schendingen van de rechten van de betrokken bevolking die zich hebben voorgedaan en hun context. Het onderzoek moet toelaten de houding en de verantwoordelijkheden van alle betrokken actoren te kunnen vaststellen, met inbegrip van de onderscheiden Belgische overheden en administraties;

2) er op toe te zien dat het multidisciplinair team van experts na zes maanden aan de Senaat verslag uitbrengt over de voortgang van de werkzaamheden;

3) alles in het werk te stellen om alle relevante archieven met inbegrip van de privéarchieven beter te ontsluiten, niet alleen voor het voornoemde wetenschappelijk onderzoek, maar ook voor andere wetenschappelijke onderzoekers en belangstellenden;

4) om na de publicatie van het historisch wetenschappelijk onderzoek in de Senaat het debat te voeren over de vaststelling van de precieze verantwoordelijkheden van de Belgische overheden en administraties en op basis daarvan op gepaste wijze de verantwoordelijkheid van de Belgische Staat te erkennen en excuses aan te bieden;

5) de prendre, sur la base des conclusions de l'étude scientifique, des mesures concrètes pour donner une place appropriée au passé colonial dans notre société, notamment par le biais de l'enseignement et de l'espace public et en maintenant le souvenir vivace, en signe d'hommage aux victimes.

Le 10 juin 2020.

5) op grond van de conclusies van het wetenschappelijk onderzoek concrete stappen te zetten om het koloniale verleden een gepaste plaats te geven in onze samenleving, onder andere via het onderwijs en de publieke ruimte en door de herinnering levendig te houden als eerbetoon aan de slachtoffers.

10 juni 2020.

Sabine de BETHUNE.
Karin BROUWERS.
Martine FOURNIER.
Orry VAN de WAUWER.
Peter VAN ROMPUY.